

Le Mouvement des Sans Terre, un exemple pour nos systèmes participatifs de garanti agroécologique ?

Jonathan Peuch – Doctorant-chercheur à l’UCLouvain. Publié dans FIAN ECHO 4/2018 , hiver 2018. https://www.fian.be/IMG/pdf/fian_echo_hiver_2018_web.pdf

Dans les circuits courts belges, et notamment chez les GASAP, on s’active autour des SPG, les fameux « systèmes participatifs de garanti », pour faire avancer l’agroécologie. Mais savez-vous que le Mouvement des Sans Terres brésilien a mis au point des SPG depuis déjà plusieurs années ? Ils peuvent inspirer en Belgique. J’étais sur place de septembre, et ai visité la coopérative COOTAP, issue du MST, dans l’Etat brésilien de Rio Grande do Sul, à 16 km de Porto Alegre.

I. Les sans terre en mouvement

Le mouvement des sans terres (MST - *Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra*) est un mouvement politique et social, rattaché au mouvement international qu’est La Via Campesina, composé de travailleurs ruraux sans terre. Ceux-ci sont les ouvriers des grandes exploitations agricoles (« fazenda », les « latifundias » brésiennes) qui recouvrent le Brésil depuis la colonisation portugaise, mais qui ont été écarté des champs¹ depuis la révolution verte (mécanisation, chimie, cultures d’exportations, concentration des terres), notamment au moment de la dictature militaire (1964-1985).

Le MST est constituée d’organisations paysannes marxistes appuyées par des organisations catholiques, et en particulier la Commission Pastorale de la Terre. Le MST a été fondé en 1984 autour de la revendication d’une réforme agraire et d’une redistribution des terres agricoles, bien que la première occupation remonte à 1979, dans l’Etat de Rio Grande do Sul. Cette revendication politique est associée à une pratique de terrain précise : se réapproprier les terres laissées improductives par les grandes propriétaires, en s’appuyant sur l’article 188 de la constitution de 1988 (juste après la chute de la dictature), qui stipule que : « Il incombe à l’Union de s’approprier, par intérêt social, aux fins de la réforme agraire, le bien rural qui n’accomplit pas sa fonction sociale ». La fonction sociale de la terre, c’est permettre aux hommes et aux femmes de se nourrir dans la dignité.

Comment procèdent-ils ? En suivant deux étapes. D’abord, il faut repérer puis occuper un lopin qui est potentiel productif mais délaissé, et y installer un groupe de familles volontaires (parfois moins d’une dizaine, parfois plus d’un millier...). C’est la fondation de *l’acampamento*, qui comprendra aussi, peu de temps après, des écoles et des centres de santé. Ensuite, en s’appuyant sur la constitution et sur un rapport de force sur le terrain souvent très musclé (la Commission Pastorale de la Terre dénombre plus de 1700 travailleurs assassinés depuis 1985... !), les occupants cherchent à légitimer leur action et à recueillir le soutien du gouvernement pour subsidier les professeurs, médecins ou encore les achats agricoles. *L’acampamento* devient alors

¹ D. ESTEVAM, « Mouvement des sans-terre du Brésil : une histoire séculaire de la lutte pour la terre », *Mouvements*, n° 60, n° 4, 27 octobre 2009, p. 37-44. « En 2009, le Brésil est l’un des pays à la plus grande concentration de la propriété foncière au monde : 73,7 % des paysans, petits propriétaires, disposent de 12 % de terres, pendant que 0,8 % des paysans en possèdent à eux seuls 31,7 %.

un *assentamento*. D'après wikipédia, « la surface conquise par ces luttes est équivalente à 7 millions d'hectares, ce qui représente 2 fois la superficie du Danemark ». Pas des brouettes.

II. Le SPG, mais qu'est-ce que c'est ?

En plus de mener à bien ces luttes, le MST s'illustre aussi en ayant mis en place un système participatif garantissant la qualité de leurs produits alimentaires. Mais avant d'entrer dans les détails, quelques mots sur les SPG. Les produits alimentaires sont contrôlés et certifiés : ils doivent répondre à des critères, à des normes. Que l'on pense aux Appellations d'Origine Contrôlée, ou au bio. En Europe, les certificats de conformité à un cahier des charges sont remis par des organismes certificateurs publics (AFSCA) ou privés, des « tiers ». Le « bio » est un bon exemple : un paysan qui veut travailler en bio est contrôlé régulièrement par un organisme certificateur pour vérifier qu'il respecte bien les règles associées au bio. Mais saviez-vous que le bio, avant d'être devenu une norme agricole européenne était fondé sur des... SPG² ?

Les SPG, comment ça marche ? Leur méthode « participative » est conçue et mise en œuvre par les citoyens : groupes de producteurs et de consommateurs le plus souvent. Ceux-ci se réunissent pour inspecter les fermes des producteurs tour-à-tour. Ils posent des questions, évaluent le travail du producteur, suggèrent des améliorations, dans la bienveillance, l'écoute et l'entraide. L'enjeu est d'établir une relation de confiance entre les participants tout en créant *leurs propres normes et bonnes pratiques*, en dehors des règles européennes, des certificateurs tiers de l'AFSCA ou du bio³.

Entre producteurs, d'abord, il s'agit de se reconnaître entre pair et d'échanger des pratiques. Entre producteurs et consommateurs, ensuite, pour encourager la vente et la viabilité de la ferme. De plus, les SPG sont des générateurs de liens sociaux et de dynamiques locales, des lieux d'apprentissage et d'échange qui permettent surtout une adaptation des règles à chaque ferme, dans son contexte particulier et avec ces propres pratiques adaptés au territoire ou à son histoire. Au fil du temps, on n'est plus vraiment producteur ou consommateur : on devient un « mangeur », acteur conscient et acteur de son alimentation et du système qui la produit.

III. La COOTAP, une coopérative industrielle marxiste

Retour au Brésil. La Cootap est la *Cooperativa dos Trabalhadores Assentados*, l'impressionnante structure de référence au Brésil qui rassemble les 61 *assentamentos* de la région de Porto Alegre, mais aussi ses 21 *acapamentos*. Elle associe, sur 4000 hectares, 600 familles qui produisent du riz (400 000 sacs par an !), 96 qui produisent du lait (non certifié, et informellement vendu) et 200 qui produisent des légumes, dont 40 en SPG. En termes de fonctionnement organisationnel, les familles envoient des représentants à l'Assemblée Générale pour décider des grandes orientations de la production et de la commercialisation. L'AG élit un conseil exécutif constitué de représentant des familles, mais aussi de conseillers techniques et administratifs. L'éducation est centrale pour le MST, et la Cootap a mis en place sa propre école supérieure, reconnue par l'Etat, pour former les travailleurs ruraux.

La production de riz est la plus industrialisée : on produit en monoculture, avec des tracteurs imposants sur des surfaces à perte de vue. Le riz est certifié bio par des auditeurs externes. Grâce à l'appui du gouvernement (Parti des Travailleurs), la coopérative a construit 3 grands

² B. SYLVANDER, « Le rôle de la certification dans les changements de régime de coordination : l'agriculture biologique, du réseau à l'industrie », *Revue d'économie industrielle*, vol. 80, n° 1, 1997, p. 47-66

³ Toutefois, il est possible et très courant que le SPG s'ajoute aux autres certificats. Ainsi, les producteurs respectent les normes de l'AFSCA, et choisissent d'aller plus loin. On peut cumuler la bénédiction de l'AFSCA, celle du certificateur bio, et celle du SPG local.

silos de stockages pour ne pas mélanger leur production bio avec les productions conventionnelles des autres agriculteurs de la région.

Le riz est principalement destiné au marché institutionnel : le PAA, le *Programa de Aquisição de Alimentos*, est un programme fédéral remarquable créé en 2003 qui oblige les institutions publiques, lors des achats par marchés publics, à s'approvisionner en partie auprès des producteurs paysans locaux. Cela concerne notamment les banques alimentaires et les restaurants sociaux. Ainsi, ce programme vise à réduire la pauvreté tout en favorisant l'agriculture paysanne. De plus, le *Programa Nacional de Alimentação Escolar* a une fonction similaire pour les marchés publics des écoles.

Cependant, le riz de la Cootap est également vendu en supermarché (ce qui « rajoute beaucoup de paperasse, mais permet de fournir plus de monde ») ainsi que les *feiras* qui sont les marchés de plein air ou encore en vente directe, souvent informelle. Enfin, une partie non négligeable (mais variable, « de l'ordre de 20% ») est exportée soit dans le reste de l'Amérique latine, soit aux Etats-Unis ou en Europe, dès que la demande interne est insuffisante. Pour le riz, la certification en bio est déterminante pour valoriser les produits à l'exportation, or elle implique « de convaincre les familles de changer leur mode de production traditionnel ». Le riz du MST offre un exemple décoiffant de mélange entre pratique industrielle et lutte sociale, dans la lignée marxiste, qui dénote avec les luttes agroécologiques européennes qui sont plutôt basés sur des productions en petite surface. Au Brésil, il s'agit toujours et avant tout de sortir de la misère par le travail. Les guides ont d'ailleurs largement insisté : « on peut produire en bio, et être les moins chers » !

IV. Le SPG de la Cootap

Le SPG de la Cootap concerne 40 des 200 familles maraichers. A la base, on retrouve des noyaux constitués de 4 à 10 familles, ce qui peut correspondre à un *assentamento*. Ces noyaux se rendent régulièrement des visites, environ une fois par mois, pour discuter de leurs pratiques et de leurs difficultés afin partager des astuces de travail.

En supplément, chaque noyau élit un coordinateur. Tous les coordinateurs se réunissent eux-aussi une fois par mois, et sont rejoint par des conseillers techniques de la Cootap. Ensemble, ils forment le « groupe technique » dont la visite est plus formalisée. Il s'agit d'optimiser l'organisation du travail et des techniques dans les fermes, dans le but de d'améliorer les pratiques agroécologiques (terme qui ne sera jamais clairement défini, mêlant condition de travail digne et écologie). La mission du SPG est à la fois d'autocontrôle et de conseil.

L'idée est de réussir à défendre une conception sociale des pratiques agroécologiques, tout en reconnaissant le besoin de contrôle sur la production. L'intérêt économique est de valoriser le produit sur les marchés locaux et surtout sur les marchés informels. Mais le plus important est sans doute l'intérêt social : partager son expérience, échanger entre pair, assurer une reconnaissance de son travail dans la solidarité.

A la différence de la Belgique, ce SPG brésilien est basé sur les producteurs, pendant que chez nous, l'idée est d'associer dès le départ les consommateurs aux producteurs. Les fermes brésiliennes sont néanmoins ouvertes aux visiteurs, mais ceux-ci se révèlent peu intéressés par la démarche et se fient surtout aux labels. A la Cootap, seuls quelques groupes noyaux associent des consommateurs, ce qui n'empêche pas que l'habitude soit prise dans d'autres parties du Brésil. Les producteurs du MST voudraient développer ce croisement pour deux raisons : « les consommateurs sont solidaires et en empathie avec le producteur et ses difficultés » pendant que, le producteur, en contact avec la demande, peut orienter son activité.

Il se trouve que le Brésil a pendant longtemps (l'avenir est incertain) été pionnier dans la reconnaissance institutionnelle de choses complètement loufoques, comme le bio,

l'agroécologie ou... le SPG. Les SPG brésiliens sont reconnus par le Ministère de l'agriculture brésilien (le *MAPA*). S'ils respectent certaines conditions, les SPG peuvent certifier une ferme en bio, avec la même autorité qu'un organisme certificateur. Chaque État du Brésil transpose la règle ministérielle et établit des règles de conformité, dont le cœur est la transformation d'un SPG en OPAC (*Organização Participativa de Avaliação da Conformidade*). Un OPAC est une sorte de SPG reconnu par l'Etat. En plus de certaines formalisations administratives, il s'agit principalement pour les SPG d'accueillir dans leur groupe technique, des techniciens de l'administration public qui vérifient surtout *la qualité méthodologique* des SPG. Sur le fond de savoir si la production est conforme ou pas au cahier des charges bio, ces techniciens donnent leur avis mais qui n'est pas décisionnel : tous les membres du SPG décident ensemble. Si tous les membres sont d'accords, la production de la ferme est certifiée. La loi fédérale peut aussi permettre à tout collaborateurs, consommateur, commerçants ou transporteurs de rejoindre le SPG. Lors de ma visite, le SPG de la Cootap n'était pas reconnu comme un OPAC, mais des discussions étaient en cours. Une coopérative voisine (la Cogeac), également issue du MST, était quant à elle reconnue et avait déjà certifiée en bio 170 familles dans l'Etat de Rio do Sul. Pour conclure, rappelons une péripétie qui frappa les SPG européens : la reconnaissance du bio par l'Etat entraîna leur disparition. L'expérience brésilienne nous montre que l'Etat peut éventuellement aider à la reconnaissance des SPG sans pour autant les faire disparaître, en leur laissant une place à côté des organismes certificateurs. Des SPG en agroécologie au côté des certificateurs du bio ? Et pourquoi pas ?